

La POLITIQUE SOCIALE

Revue Mensuelle
de Solidarité Prolétarienne



BULLETIN DU S. O. I.

Paraissant le 15 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
114, Boulevard de la Villette, 114, PARIS 19^e

Le Numéro : 1 Franc

ABONNEMENTS { 6 mois 5 francs
Un an 10 francs

Chèque Postal : 825-55 Paris

N° 2

SOMMAIRE

Août-
Septembre 1929.

<i>Entre nous</i>	LA RÉDACTION.
<i>Les hopitaux de Paris</i>	L. CASTELLAZ.
<i>Le Problème de l'Habitation</i>	L. DIEULLE.
<i>Le Congrès de Francfort</i>	L. WERTH.
<i>La Social-Démocratie et la Colonisation</i>	SAUERLAND.
<i>Panoramique du Cinéma</i>	L. MOUSSINAC.
<i>Ce que devrait être la Médecine vraiment " sociale "</i> ..	D ^r STEEN.
<i>L'organisation scientifique du travail en U.R.S.S.</i>	H. MARTY.
<i>Du "Papier et un crayon" ou Poincaré le "Bien-Aimé"</i> ..	E. DELORME.

QUELQUES FAITS : *On garde les mêmes... — Le 1^{er} Août. — Liquider pour... recommencer. — Le lockout du Lancashire. — Les cadeaux de M. Mac Donald. — Faits divers !! — Les profiteurs de la loi Loucheur. — Les flambeaux de la civilisation aux Colonies. — En U. R. S. S. — La vie du S. O. I.*

ENTRE NOUS

Le premier numéro de notre revue, intitulée, par suite d'une erreur, *La Solidarité Prolétarienne*, mais qui prend aujourd'hui son titre véritable et définitif, a reçu du public que nous nous proposons de conquérir le plus cordial accueil.

Depuis sa parution, un volumineux courrier nous est parvenu qui souligne très fortement que notre petite revue correspond à un réel besoin et paraît à son heure. Nous n'en doutions pas, mais nous n'en sommes pas moins très sensibles à la confirmation de nos lecteurs.

Certes, le premier numéro était surtout composé de généralités, une sorte de profession de foi qui devait permettre au lecteur de nous connaître dès le premier numéro. Personne ne s'y est trompé et ne s'y trompera jamais.

Dès ce numéro et dans ceux qui vont suivre, nous devons donc sortir des généralités et offrir une information plus précise avec une documentation plus fournie. C'est notre devoir. Nous n'y manquerons pas.

Mais nos lecteurs et amis ont aussi des devoirs à l'égard de la *Politique Sociale*, parmi lesquels, en premier lieu, celui de nous faire connaître, de répandre partout notre revue, de nous signaler toutes les personnes susceptibles de s'y intéresser.

Afin de faciliter à nos amis cette tâche de diffusion, nous offrons UN SERVICE GRATUIT de la *Politique Sociale* à tous nos amis qui nous trouveront cinq abonnés d'un an.

A ceux qui placeront dix numéros au moins, nous accorderons une ristourne de 20 o/o sur le prix de vente. Et aux organisations ouvrières qui nous en feront la demande, nous leur offrons des abonnements avec une réduction de 50 o/o.

Pour que vive la *Politique Sociale*, pour que notre combat soit mené vigoureusement, tous au travail!

LA REDACTION.

LES HOPITAUX DE PARIS

Le nombre de lits existant en 1927 dans les différents établissements de l'Assistance Publique était :

	Adultes	Enfants
Médecine	11.311	3.338
Chirurgie	4.792	1.682
Accouchement	1.257	
Berceaux (crèches, crèches du personnel et accouchement)		1.684
Enfants assistés		667
Hospices	12.413	
Aliénés	370	
Divers	1.071	
Totaux	31.184	7.371
	31.184	
	7.371	
Total général	38.555	

En 1921, le total des lits était de 35.110, c'est donc une augmentation de 3.445 lits, à propos de laquelle il y aura lieu de faire dans la partie critique les observations nécessaires.

Une augmentation de 236 lits a été prévue pour 1928, ce qui porte la totalité à 38.791 lits et l'augmentation depuis 1921 à 3.681 lits.

Un projet comportant une dépense de 200 millions en 20 ans avait été élaboré et même voté, mais par un jeu dont on est assez coutumier à l'Hôtel de Ville, pas un secours n'a été réalisé, il n'y a eu là que de la poudre aux yeux du bon public!

Voici le nombre des journées d'hospitalisation :

1921	11.280.000	journées
1926	12.364.487	journées
1927	12.580.000	journées

Le prix d'une journée de séjour est basé sur les dépenses du « service propre ».

Prix de journée d'hospitalisation :

	1926	1927	1928
Médecine	23,32	26,89	31,88
Chirurgie	24,26	28,30	33,60

Les frais de séjour d'hôpital ne sont en général pas réclamés aux indigents; pour les autres, après enquête administrative, il leur est réclamé un prix de journée variable selon leurs moyens, qui va jusqu'à la totalité du prix de journée indiqué plus haut.

L'A. P. possède une pharmacie centrale qui approvisionne les pharmacies des hôpitaux, un magasin central pour la confection de l'habillement, du linge et de différents objets, elle a sa boucherie,

sa meunerie, boulangerie, sa cave (d'autres administrations se fournissent à l'A. P.), son atelier de réparation des instruments de chirurgie, son magasin d'achat aux Halles, des blanchisseries fonctionnant dans les hôpitaux.

Le personnel se compose de :

- 1° Personnel médical (médecins, internes).
- 2° Personnel administratif, qui exécute le travail de bureau à l'Administration centrale et dans les hôpitaux.
- 3° Personnel technique (ingénieurs, architectes).
- 4° Personnel hospitalier, chargé des soins et du travail se rapportant plus directement aux malades.
- 5° Personnel ouvrier, chargé de l'entretien des bâtiments, du chauffage, du blanchissage et du travail relatif aux différents services (Magasin central, boucherie, boulangerie, atelier de réparation des instruments de chirurgie).

Il serait compliqué et quelque peu nébuleux de donner dans le détail les effectifs du personnel, nous nous limiterons à indiquer que :

L'effectif général du personnel de l'A. P. est d'environ 21.000 unités se décomposant ainsi :

Personnel administratif, technique et agents divers.....	1.700
Personnel médical	2.500
Personnel hospitalier	14.500
Personnel ouvrier	2.300

Ces chiffres sont théoriques et subissent dans la pratique des réductions, surtout pour les hospitaliers et les ouvriers, ceci malgré l'extension prise par l'A. P.

L'insuffisance des Hôpitaux

Lors de la discussion des budgets de l'Assistance Publique, l'insuffisance des prévisions a été signalée par nous, alors que le budget de la police, par exemple, était largement pourvu, on tirait sur la ficelle de celui de l'A. P., le souci prédominant du directeur de l'A. P. était de venir devant le Conseil Municipal avec des économies réalisées et avec des prévisions rognées au maximum, c'était là, selon l'esprit du moment, les indices d'une bonne gestion.

Alors que les éléments qui venaient se faire soigner dans les hôpitaux augmentaient (voir progression du nombre de journées) du fait de l'aggravation de la situation économique et des difficultés toujours plus grandes de se soigner à domicile (logements insuffisants, augmentation du coût de la vie), on réduisait les constructions d'hôpitaux à leur plus simple expression, pour ne pas dire qu'elles étaient complètement supprimées. Le linge s'usait sans être réapprovisionné suffisamment.

Les fournitures alimentaires (beurre, lait, œufs, etc.), étaient diminuées dans de grandes proportions.

Charles Joly, conseiller municipal de la Chapelle, faisait observer en 1926, que lui et ses amis s'étaient toujours élevés véhémentement

ment contre les économies à réaliser sur le dos des malades pauvres.

La création de six centimes additionnels extraordinaires aux trois contributions, fut décidée. Ils produisent environ huit ou neuf millions par an; ce produit était primitivement destiné à réaliser de grandes opérations de constructions d'hôpitaux, en réalité, le produit de 1926-1927 et probablement celui de 1928, a été employé et complètement absorbé par de petites opérations devenues, par suite de l'aggravation de la situation, indispensables à réaliser (réparations d'hôpitaux, constructions de bâtiments légers dans les espaces libres des hôpitaux existants, etc...)

Nous avons dit (voir le tableau des lits) qu'il y avait eu depuis 1921 une augmentation de 3.445 lits, mais il n'y a pas là construction à proprement parler.

En 1921 il y avait à l'A. P., 35.110 lits et 11.280.000 journées d'hospitalisation.

Il y avait en 1927, 38.555 lits et 12.580.000 journées.

Si pendant cette période l'augmentation du nombre de lits semble avoir suivi l'augmentation du nombre de journées, au fond il n'en est rien, les constructions ne sont que des constructions légères, voir des baraquements en bois et bon nombre de ces lits dans l'augmentation sont des lits employés par l'A. P. dans les établissements ne lui appartenant pas.

Les malades atteints de différentes affections voisinent les uns les autres, des brancards sont trop souvent installés dans les salles rendant le service extrêmement pénible pour le personnel qui est d'ailleurs réduit exagérément, la contagion peut s'exercer librement, elles sont nombreuses les jeunes femmes de l'A. P., entrées en bonne santé à l'Administration et qui, au bout de quelques années, sont renvoyées, sans autre forme de procès, parce que tuberculeuses!

On s'étonnera moins en connaissant cette situation, de la difficulté d'admission des malades et de la facilité avec laquelle on les renvoie souvent non guéris complètement.

Le rythme de 236 lits par an (augmentation prévue en 1928) est foncièrement insuffisant.

Les 1.500 lits reconnus nécessaires en décembre 1925 par le Directeur de l'A. P. restent entièrement à construire, ce chiffre est d'ailleurs au-dessous de la vérité, surtout si l'on considère que les constructions légères tomberont vite de vétusté et doivent être remplacées, c'est, en un mot et à notre avis, au moins 3.000 lits qui doivent être construits et de construction solide.

Nous n'avons pas à traiter ici la question des ressources, qui fait l'objet d'un autre article, mais nous considérons au premier chef, que tout le nécessaire doit être fait pour les malades.

Les hôpitaux doivent être construits dans les endroits appropriés, bien situés et bien aérés, avec les moyens de locomotion nécessaires pour la desserte.

La séparation rigoureuse des différentes maladies, doit être observée.



La Nourriture dans les Hôpitaux

La nourriture des malades laisse aussi à désirer, nous concevons assez que la question est délicate et difficile à résoudre, nous comprenons que par un séjour prolongé dans un lit d'hôpital, le malade perd l'appétit et devient « difficile », on a souvent accusé les cuisiniers de l'A. P. d'être la cause de la mauvaise nourriture, la vérité c'est qu'il est étonnant qu'avec les fournitures rognées comme elles le sont, la nourriture ne soit pas plus mauvaise; dans l'actuelle situation, ce sont les parents des malades qui parfont à la subsistance de ceux-ci :

Il faut que les fournitures (lait, beurre, œufs) soient données beaucoup plus largement; il faut que les menus varient, que le « frigo » dont on abuse quand il est meilleur marché, soit au moins intercalé avec la viande fraîche, qu'il soit supprimé en ce qui concerne le mouton, dont la partie grasse destinée au « ragout » conserve un goût difficile à supporter pour des gens bien portants, à plus forte raison pour des malades.

Le Paiement du Séjour

Nous avons cité les prix de journées (31 fr. 88 en médecine, 33 fr. 60 en chirurgie pour 1928).

Nous ne contestons pas qu'une partie des gens qui sont soignés dans les hôpitaux peuvent payer les frais de séjour.

Mais il est encore bien moins contestable que ceux qui ont vraiment les moyens de payer vont se faire soigner dans leurs cliniques.

Pour les travailleurs, il y a dans la généralité des cas, impossibilité de payer un pareil prix de séjour; quand le malade est le chef de famille, il y a impossibilité absolue de payer.

Nous avons bien dit que l'A. P. transige et réclame un prix soi-disant en rapport avec les possibilités, mais la vérité, c'est que la façon de rémunérer les enquêteurs fait que ceux-ci sont intéressés à ce que les enquêtes rapportent et qu'ils sont incités à faire leurs rapports dans le sens de leurs intérêts, ce qui a pour résultat de faire réclamer aux malades ou à leurs familles, une contribution au-dessus de leurs forces.

La maladie a déjà la plupart du temps, épuisé les ressources du ménage, et c'est par la privation, génératrice d'autres maladies, que souvent il peut être satisfait au paiement réclamé.

On ne va pas à l'hôpital par plaisir, on y va généralement parce qu'on n'a pas les moyens de se soigner chez soi et encore bien moins de payer les frais d'un séjour dans une clinique; par conséquent, qui va à l'hôpital ne peut pas, ne doit pas être considéré comme devant payer.

L. CASTELLAZ.

LE PROBLÈME DE L'HABITATION

La Loi Loucheur ne peut pas solutionner la Crise du Logement

La crise du logement ne date pas de la guerre. Avant 1914, les locataires trouvaient déjà difficilement à se loger et les propriétaires ne manquaient pas d'en profiter pour augmenter régulièrement les loyers.

Nous en trouvons la preuve dans un rapport qui a été établi en 1912 par M. Léon Dausset, alors conseiller municipal, et qui ne pouvait pas être taxé de révolutionnarisme.

L'augmentation des loyers qui avait été, disait-il, de 4 0/0 en moyenne pendant la période allant de 1901 à 1910, varia après la révision décennale de la propriété bâtie entre 15,4 0/0 et 14,5 0/0.

Dans certain quartier de Paris, on a relevé des majorations moyennes de 25, 27,5, 31,17, 35,01, 40,29 et 44 0/0.

L'augmentation paraît encore beaucoup plus sensible pour les loyers commerciaux et industriels; parfois elle atteint des proportions presque invraisemblables pour l'époque. Nombreux sont ceux, particulièrement dans le centre de Paris, qui à l'expiration des baux en cours, se sont vu imposer des majorations variant de 100 à 145 0/0. De 1910 à 1912, des loyers commerciaux sont passés de 14.000 à 34.000 francs, de 15.000 à 35.000 francs, de 22.000 à 54.000 francs, etc.

Un seul immeuble a vu sa valeur locative passer de 517.000 à 859.000 francs, soit une augmentation de 66 0/0.

On voit tout de suite combien les propriétaires sont mal fondés lorsqu'ils prétendent que leurs locaux n'étaient pas loués en 1914 à leur valeur réelle, et au moyen d'expertises, qui toujours concluent en leur faveur, imposent à leurs locataires des augmentations portant sur un taux de loyer supérieur à celui payé avant la guerre.

*
**

La guerre, l'absence de toute politique sérieuse de construction, la facilité avec laquelle on a permis la démolition d'immeubles, même en bon état, a évidemment rendu la crise du logement beaucoup plus aiguë.

A Paris, des milliers de familles cherchent à se loger sans résultat. La plupart des travailleurs sont condamnés à vivre dans des taudis meurtriers, dans des logements étroits, insalubres, mal aérés et mal éclairés.

Plus de 5.000 maisons, comprises dans dix-sept îlots insalubres et abritant 200.000 personnes, sont considérées comme mortelles. La tuberculose, le cancer y exercent chaque jour leurs ravages.

Il y a quelques mois, l'Office public d'Habitation de la Ville de Paris avouait qu'elle était saisie de plus de 80.000 demandes de location qu'il lui était impossible de satisfaire.

En province, la situation du logement est au moins aussi grave qu'à Paris. Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour y apporter un remède? L'initiative de la construction a été en grande partie laissée à des sociétés et entreprises privées.

Etant donné le prix de loyer de l'argent, des charges et de l'amortissement du capital investi, toute chose dont une entreprise privée ne peut pas ne pas tenir compte, la construction poursuivie par la propriété privée aboutit à des prix de loyers dépassant du triple ou du quadruple la capacité de paiement de l'ensemble des travailleurs.

On arrive ainsi à offrir à la classe ouvrière des logements et appartements à raison de 2.000 francs la pièce. Pour deux pièces et une cuisine, cela fait un loyer de 5.000 francs environ.

Si on tient compte que le loyer équivalait avant-guerre à environ 1/8^e du salaire, l'ouvrier ou l'employé qui paie 5.000 francs de loyer devrait gagner 40.000 francs par an.

Les salaires sont loin d'atteindre ce chiffre, et les locataires, qui las de chercher à se loger sans y aboutir, finissent par louer ces logements ou appartements, n'ont plus d'autre solution que de se serrer la ceinture pour pouvoir payer leur loyer.

*

**

Pourtant, la bourgeoisie, effrayée par l'action menée par les organisations de locataires, a voté une loi établissant un programme de construction : la loi Loucheur.

Examinons-la succinctement et voyons dans quelle mesure elle peut apporter un remède à la crise du logement.

Deux cent mille logements dits « à bon marché » et soixante mille à loyer moyen, tel est le nombre de logements et appartements dont la construction est prévue par Loucheur-tout-en-Or. Ce programme doit être réalisé en cinq ans, ce qui équivaut à la construction de 40.000 logements par an.

La crise du logement ne se limite pas à Paris. A de rares exceptions près, elle se fait sentir dans toutes les communes de France, si petites soient-elles. Or il y a 40.000 communes en France, l'application intégrale de la loi Loucheur aboutit donc à une construction moyenne de un logement par commune et par an.

M. Landry, un autre député qui n'a rien de révolutionnaire, disait dernièrement dans un rapport, qu'il faudrait construire 240.000 logements rien que pour remplacer ceux qui tombent en vétusté. Nous sommes loin du compte.

D'autre part, ceux qui, en dehors des entreprises patronales et des soi-disant sociétés philanthropiques, voudront profiter de la loi Loucheur, devront posséder un capital initial que l'on ne trouve généralement pas chez les travailleurs.

Enfin le plan financier de la loi Loucheur est combiné de telle sorte, que ce sont les contribuables qui en paieront tous les frais. La caisse des dépôts et consignations avancera tous les ans 700 millions à l'Etat à un taux d'intérêt évidemment supérieur à celui prévu pour les prêts faits par l'Etat aux particuliers. Ce sont les contribuables qui paieront la différence.

La loi prévoit également l'émission d'emprunt par les offices publics et sociétés d'habitation à bon marché, mais l'Etat contribuera au paiement de l'intérêt desdits emprunts, dans une mesure

telle que les organismes émetteurs n'aient à supporter, en aucun cas, une charge d'intérêt supérieure à deux pour cent. C'est donc bien encore là les contribuables qui paieront la différence.

Quant aux subventions gratuites qui seront accordées à ceux que la guerre n'a pas tout à fait tués ou aux pères de familles nombreuses, elles seront à la charge de l'Etat qui augmentera d'autant les feuilles d'impôt.

*
**

L'U. C. L.⁽¹⁾ face à la crise du logement, a depuis longtemps étudié les moyens d'y remédier. Elle a établi un rapport dans lequel elle donne des ressources financières qui permettraient de construire des logements dont le taux de loyer serait en rapport avec les capacités de paiement de la classe ouvrière et des classes moyennes.

En aucun cas, dit-elle, les ressources financières nécessaires à la construction ne doivent être demandées à l'emprunt ou à l'impôt. L'initiative de la construction ne peut pas non plus être laissée à la propriété privée.

Pour construire à bon marché, il faut trouver de l'argent gratuit. Et M. Trutty de Vareux, le président de la Chambre des propriétaires de Paris, l'a démontré nettement, et sûrement, sans vouloir nous donner un argument de plus contre la propriété privée, au cours d'un récent congrès.

Il prenait pour exemple une maison dont la construction aurait coûté 40.000 francs, et après avoir énuméré les frais d'entretien, d'impôts et l'intérêt du capital investi, il concluait à 3.900 francs de loyer, mais il comptait l'intérêt à 6 0/0, soit sur 40.000 francs : 2.400 francs par an. Avec de l'argent gratuit, le loyer de cette maison se trouvait donc réduit à 1.500 francs.

L'U. C. L. préconise la création d'un office du logement contrôlé par les locataires et d'une caisse de prêt gérée par cet office.

Comme ressources financières, elle propose la création d'une taxe sur les logements superflus, un prélèvement sur les majorations de loyers résultant de plus-values locatives, un prélèvement sur les fonds du pari mutuel.

Mais elle insiste particulièrement sur l'inscription au budget général d'une annuité à prendre sur le budget de la guerre et de la marine et qui devra être réservé à la construction.

On construit à coups de milliards des fusils, des tanks, des avions, une nouvelle flotte de guerre et des munitions de toutes sortes, mais on ne trouve pas d'argent pour construire des maisons. Cela juge un régime.

L'ensemble de ces ressources doit produire près de deux milliards par an permettant de construire en cinq ans 350.000 logements susceptibles d'être loués à des prix abordables pour tous.

Mais l'U. C. L. ne s'illusionne pas quant à la prise en considération de son projet par les pouvoirs bourgeois. Elle sait que dans la question du logement comme dans toutes celles qui intéressent la classe ouvrière, une solution efficace ne sera apportée que lorsque les travailleurs de l'usine et des champs se seront débarrassés de la dictature capitaliste.

L. DIEULLE.

(1) U. C. L., Union Confédérale des Locataires, 46, rue Saint-Antoine, Paris.

Le Congrès de Francfort ⁽¹⁾

Ces lignes ne sont pas un compte rendu du second Congrès anti-impérialiste, qui s'est tenu à Francfort, au mois de juillet. Je dois laisser de côté les faits rapportés et les idées discutées. Je ne prétends ici qu'à donner des impressions, autant dire : dégager l'émotion du Congrès. Tâche qui tout d'abord peut sembler inutile et vaniteuse. Toute lutte en effet comporte des émotions, mais l'homme d'action ou simplement l'homme de foi ne s'attarde guère à les analyser. C'est besogne de littérateur et particulièrement de littérateur bourgeois. En d'autres termes, une certaine culture de l'émotion est le propre des milieux impérialistes. Parce que la bourgeoisie entretient des écrivains, comme elle entretient des soldats. Un Barrès, par exemple, n'a jamais rien fait que travailler « l'émotion », tantôt dans le sens de sa petite personne, tantôt dans le sens de l'impérialisme de sa classe. De là naît une musique grêle, qui prétend identifier la bourgeoisie nationale et l'humanité, une émotion calfeutrée, bien protégée de tous les grands souffles. Mais des écrivains déjà n'ont-ils point transposé dans l'ordre de leur métier ce qu'accomplissent la doctrine et l'action révolutionnaires ?

Les délégués de cent quatre-vingt-cinq organisations, représentant trente-trois pays, sont réunis dans la salle du Jardin zoologique. C'est une salle immense et haute. Elle est à la température de juillet. Mais elle n'est pas surchauffée. Première image de l'Allemagne. Je pense à la salle de la Bourse du Travail à Berlin, à la salle de la Maison des Instituteurs, dont les tables sont également couvertes, non pas de tapis verts, mais de nappes blanches. Un délégué, qui viendrait de quelque autre planète que la terre, croirait d'abord que l'Allemagne est le pays où l'on a coutume de se réunir, le pays des vastes salles. Et, voyant ces locaux préparés pour les masses, il se dirait peut-être, raisonnant par les images, que la Révolution n'attend plus là que son billet de logement.

Aux galeries, d'immenses inscriptions sur calicot rouge, en allemand, anglais, français, italien. Il y a aussi une inscription en caractères orientaux, que nous ne pouvons même pas lire. Elle surprend les yeux. Elle prévient immédiatement l'esprit que des

(1) Le 2^e Congrès mondial de la Ligue contre l'Impérialisme et pour l'Indépendance nationale s'est réuni à Francfort-sur-le-Main, du 21 au 27 juillet. Il comprenait 204 délégués représentant 185 organisations et 33 pays.

problèmes sont posés, qui touchent à des terres lointaines. On lit donc : « L'alliance des classes et des races opprimées écrasera l'Impérialisme et délivrera les esclaves... »

Expression d'une espérance, ou mieux, affirmation d'un fait dans le futur, ce n'est encore, si l'on veut, qu'une idée. Mais cette idée, ici, a un visage humain, a mille visages humains. Voici des Hindous, des Indonésiens, des Indochinois, des Coréens, des Noirs, des Arabes, les colonisés; voici des Chinois, des Balkaniques, des Américains, les semi-colonisés. Voici l'idée en chair et en os, supportée par la terre, variée par les climats. Les voiles blancs des femmes hindoues font penser à la lumière des tropiques et aux palmes. Oubliez un instant le Congrès et ses fins. On dirait qu'on a ici échantillonné les races. Comparez, dans un étrange rapprochement, la ciselure des visages extrême-orientaux, les courbes des visages hindous, les métalliques arêtes de ces visages noirs dont l'admirable Lucie Cousturier nous révéla la beauté méconnue et la dure sculpture des visages d'Europe. Le vaste monde est ici. Mais si peu que vous en connaissiez l'histoire, vous vous étonnerez de cet accord imprévu entre l'Anglais et l'Hindou, entre le Hollandais et l'Indonésien, entre le Français et l'Indochinois, entre le Japonais et le Coréen. Méditez sur cet accord et donnez-lui son sens. Ce n'est point un accord entre les peuples oppresseurs et les peuples opprimés. L'Eden n'est pas réalisé sur la terre. C'est d'un autre accord qu'il s'agit, c'est l'accord entre tous les peuples opprimés et quelques représentants des peuples oppresseurs, qui ne veulent point être complices de l'oppression.

C'est toute la terre contre l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon, contre les maîtres du monde qui ont asservi leurs propres peuples et qui prétendent asservir toute la terre.

Et si quelque mauvais génie me soufflait à l'oreille : « Prends garde... c'est de la politique... », il ne me troublerait plus. Et je lui répondrais : « Est-ce ta politique encore, quand une immense diversité de souffrances se résoud dans une même révolte...? Est-ce ta politique encore, quand toute la terre s'en mêle...? »

Léon WERTH.

La Social-Démocratie et la Colonisation

Nous assistons actuellement à une série d'expériences socialistes dans les colonies, très riches d'indications sur la dégénérescence rapide de la social-démocratie en Europe. On serait à peine tenté d'y croire si les faits n'étaient là, menaçants et accusateurs. La social-démocratie, dont on connaît les compromissions bourgeoises en Europe, où elle se montre exactement comme « le dernier rempart de la bourgeoisie », se place maintenant derrière les pires capitalistes et impérialistes dans l'exploitation des peuples coloniaux.

Elle n'a même pas honte, au contraire. Avec son air candide bien connu, elle présente ses sociétés d'exploitation coloniale comme une expérience de socialisation.

Il y a déjà quelque temps, divers journaux social-démocrates parlaient ouvertement des vastes entreprises du P. O. belge, de ses pêcheries, déjà monopolisées, de ses usines textiles, filatures et tissages, de ses banques.

On faisait également remarquer que les entreprises social-démocrates ont reçu dans le Congo belge une grande concession et que les affaires avaient donné, en peu de temps, d'excellents résultats, si excellents que l'on était obligé d'augmenter les capitaux, de fonder des filiales, etc.

On ne faisait cependant que de timides remarques sur l'exploitation coloniale de la social-démocratie. On faisait entrevoir que ces premiers essais étaient tentés afin d'exercer une influence favorable sur la situation sociale des indigènes.

Naturellement, il ne fallait pas trop s'avancer et attendre des résultats effectifs. Ils ne tardèrent pas à se montrer, sous forme d'une famine profonde qui sévit au Congo, au Ruanda Urdi — là où la Compagnie Ruciei (social-démocrate) possède de nombreuses concessions de coton, de minerai — famine qui, pendant de longs mois, extermina 60.000 indigènes, cependant que cette compagnie songeait à augmenter son capital plutôt qu'à secourir les affamés. Et il faut remarquer que cette famine n'était pas causée par une mauvaise moisson, mais seulement parce que les indigènes avaient dû abandonner leurs champs pour travailler sans relâche dans les entreprises capitalistes de la social-démocratie.

La famine du Ruanda Urdi n'est pas un fait isolé et tend à se multiplier dans ces régions où, pour le besoin des usines, pour la production du coton, l'extraction du minerai, etc., l'agriculture indigène est de plus en plus abandonnée.

On comprend, dans ces conditions, que le *Vorwaerts*, journal social-démocrate allemand, jugeait à propos — contre son habitude — de ne pas aller trop vite en besogne et d'attendre de meilleurs résultats des entreprises socialistes aux colonies.

Il serait facile d'illustrer ces hauts faits socialistes par des rapports d'auteurs bourgeois tels que MM. Colin Ross ou André Gide, qui ont décrit avec force la misère indescriptible des indigènes du

Congo, l'exploitation dont ils sont l'objet et les crimes dont ils sont victimes. C'est pour lutter contre ces pratiques inhumaines dans les colonies que les social-démocrates (disent-ils) ont sollicité des concessions afin de créer pour les indigènes des conditions de vie meilleures. De tous temps, les colonisateurs ont tenu les mêmes propos et nous savons — et les indigènes le savent mieux que nous — ce qu'en vaut l'aune. Les événements du Ruanda Urdi le prouvent éloquemment.

A qui la social-démocratie fera-t-elle croire que les « coopératives » belges au Congo de platine, de radium, de cuivre, d'étain, sont exploitées dans le seul but qu'elle a la prétention d'émettre, c'est-à-dire d'améliorer la situation des indigènes. Nous savons, et nous pouvons le prouver, qu'il ne s'agit plus même de « coopératives », mais qu'il s'agit bel et bien d'entreprises nettement capitalistes, se proposant les mêmes buts, par les mêmes moyens que tous les autres colonisateurs.

Pour justifier leur situation — leurs bénéfices — et masquer démagogiquement leur visage colonisateur, ils louent, à toute occasion, la colonisation systématique par les Européens et c'est en Belgique surtout où l'on voit les socialistes avoir l'outrecuidance de souligner « la sollicitude de l'Etat belge pour les ouvriers indigènes ». Cela malgré les rapports accusateurs de la 12^e Conférence Ouvrière Internationale, cependant largement censurés par le B.I.T., accusations très lourdes qui restent encore très loin de la réalité.

Moins audacieuse que la presse socialiste, la presse bourgeoise n'a pas osé glorifier la politique officielle belge, rouge du sang de millions d'ouvriers indigènes.

Dans les voies où la social-démocratie s'est dangereusement engagée, on comprend aisément qu'elle passe volontiers sous silence tous les crimes impérialistes aux colonies et qu'elle ignore même l'hostilité profonde de la classe ouvrière contre toute politique coloniale.

Nous voici loin de ce qu'écrivaient avant la guerre les journaux de la social-démocratie, où l'on clouait au pilori les colonisateurs au Congo et ailleurs qu'on accusait de vouloir exterminer la race nègre tout comme les Américains avaient exterminé la race indienne.

Sur la route parcourue depuis, on peut mesurer toute la dégénérescence de la social-démocratie. Aujourd'hui les social-démocrates embouchent une autre trompette et visent, derrière ces exterminateurs, à la recherche pure et simple de surprofits.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question et de dénoncer la politique de la social-démocratie dans les colonies.

Kurt SAUERLAND.

PANORAMIQUE DU CINÉMA ⁽¹⁾

LE MARCHAND. — Un film n'est qu'une marchandise.
LE CINÉASTE. — Un film n'est qu'une œuvre d'art.
L'un et l'autre ont raison.
Tous les deux ont tort.

Pour tout observateur attentif, la cinématographie internationale, dans son état présent, hors de toute confusion d'intérêts, reste marquée par des phénomènes économiques qui, quoique semblables en Amérique et en Europe, ne sont cependant pas parvenus à un même stade d'évolution.

Les Etats-Unis ont dépassé la période héroïque du cinéma, c'est-à-dire celle où l'émerveillement de la foule suffisait au succès, puis la période publicitaire, durant laquelle toute réussite était basée sur les principes du bluff et de la vedette, pour en arriver à ce moment où — abandonnant tous les systèmes qui, après avoir établi leurs fortunes, garantissaient leurs faillites prochaines — ils placent de nouveau toutes leurs chances dans l'attraction qu'une invention peut exercer sur les masses : le film parlant et le film sonore. A la suite de quoi, les meilleurs critiques cinématographiques d'Amérique annoncent le suicide du cinéma. Ce cri d'alarme importe peu... Il ne s'adresse qu'à l'esprit et non à la caisse.

Il faut donc s'attendre à voir se développer dans tous les pays où les capitaux des grandes firmes ont imposé leurs méthodes (avec leur marchandise) — surtout en Allemagne, après l'Amérique — l'exploitation de ce nouveau procédé d'expression. Je ne crois pas, pour ma part, que l'effet de surprise, inévitable sur un public cinématographiquement non éduqué, puisse se prolonger beaucoup. Sans doute, alors, lorsque les vices de cette exploitation apparaîtront, la mise en pratique de la télévision et du radiocinéma, obligera-t-il les organisations cinématographiques à une concentration plus grande de leurs ressources et de leur action.

C'est à ce stade de la découverte que surgiront les grandes et profondes crises qui porteront, inévitablement, à leur maximum l'opposition des intérêts généraux des masses et des intérêts particuliers des princes de l'industrie cinématographique. C'est à cette heure que, bon gré ou mal gré, l'Etat sera obligé d'intervenir. Mais quel Etat?

(1) Préface au beau livre, admirablement illustré, de notre ami et collaborateur L. Moussinac, en vente au S. O. I., 25 francs.

Le heurt sera d'une violence telle qu'il suffirait à ouvrir des conflits autrement graves que ceux auxquels nous assistons aujourd'hui, si déjà l'ordre économique n'imposait de façon générale des solutions radicales à la production dans tous les pays de vieille économie. Les antagonismes s'affronteront comme jamais encore. Et ce sera précisément l'occasion pour chacun, dans un conflit de classes qui ne fera que parallèlement s'accroître, d'intensifier, de toute la puissance de rayonnement de ces moyens nouveaux, sa propagande.

On a reconnu les indices, déjà, dans l'organisation américaine et dans la production courante de ses films. Nous en avons retrouvé la certitude dans les systèmes de censures aux ordres moins de la politique ou de la police, comme l'on croit, que des marchands qu'elles protègent, et qui les font vivre.

Chaque année nous permet de noter les faits caractéristiques. Ce ne sont que des commencements. Un moyen d'expression tel que le cinéma connaîtra par la violence des choses, les tâches les plus passionnées de la propagande : capitaliste, militariste, religieuse.

Les Esthéticiens peuvent protester; leurs gestes sont aussi vains que ceux des pacifistes d'avant guerre. Il leur suffit qu'ici ou là, fruit de la combine plus que du courage ou de la conscience, se présente un film louable et digne d'attention pour qu'ils pensent triompher de la critique. Victoires fallacieuses! Si tous ceux qui créent vraiment — combien sont-ils en Europe, en Amérique? — n'organisent pas, un jour prochain, et seuls leur défense, c'est-à-dire s'ils ne trouvent pas le moyen de produire sans lâcheté, avec le concours de cette partie du public qui comprend et aime le cinéma, et de ce fait ne saurait refuser toute sincérité authentique à une revision du système économique qui conditionne toute production, ils recevront un châtiment mérité, liés et asservis aux besognes les plus basses d'une propagande exaspérée par le danger. A moins que leurs yeux ne s'ouvrent enfin aux réalités. A moins qu'au lieu de prendre goût, comme certains, à leur servitude, ils ne préfèrent se vouer aux hautes mesures d'opportunité de toutes les découvertes, pour aider à l'unité humaine.

*
**

Le découragement, la fatigue du public à l'égard du cinéma, sont des faits notoires. Aux Etats-Unis même on s'est rendu compte du danger, puisqu'on compte sur la mise au point des nouvelles inventions pour conserver « la clientèle ». Cela jusqu'à ce que le cinéma ait passé l'âge ingrat. Il y a toujours un public qui marche (on sait qu'en France ce public représente environ 7 à 8 0/0 de la population totale). Il y a toujours aux bureaux de placement de

la presse, des agents de publicité prêts à la surenchère, une main sur le cœur, l'autre dans la poche, et si possible dans la poche du voisin complaisant. Mais le public, dont je ne veux point estimer le pourcentage général de par le monde, retournera à son découragement, à sa fatigue, voire à son écœurement : un autre public, plus jeune il est vrai, qui n'aura pas eu besoin, pour comprendre les destins de l'écran, de se débarrasser, comme l'autre, — celui d'hier, d'aujourd'hui encore — de préjugés littéraires, théâtraux, artistiques ou autres. Je ne crois pas que le génie suffise au progrès du cinéma. Personne ne le croit plus, sinon les naïfs et les imbéciles — et surtout pas ceux qui ont du génie.

A cette attitude du public, correspond une attitude semblable de la part de ceux qui ont pris à charge la tâche ingrate d'enfoncer le clou le plus souvent possible, en répétant les mêmes choses, en rappelant les mêmes principes, en dénonçant fautes, erreurs, compromissions, en soulevant aussi — mais gare aux coups! — la bâche de la barque : je veux dire les critiques.

Il n'est plus de semaine, au sortir des présentations « sensationnelles », qu'on n'entende un homme sincère avouer sa lassitude. Tout lui est motif d'abandon. D'abord les œuvres, ensuite les artistes, enfin le public. Il faut une bonne dose de conviction, une bonne santé morale, pour « tenir » alors qu'on ne trouve aucune justification à ce métier en dehors d'une certaine passion de convaincre et de la nécessité d'accorder sa conscience. Le moulin à images moule sa bêtise dollarisée et son ronron monotone endort le critique. Je vois, dans la pénurie de la publicité, la raison, dans nos pays, de l'absence de critique combative. Je ne suis pas éloigné de penser que, telle, cette critique indépendante n'aura bientôt plus aucune raison d'y poursuivre son action.

Chacun juge sa tâche et en mesure la vertu aux résultats. Ces résultats apparaissent pauvres... Apparaissent seulement. Il y a eu, en effet, plus de travail dans les esprits qu'on ne le croit généralement et, de ce travail, on pourrait analyser les modes et les réactions. Un prétexte pour nous répondre directement en nous opposant un « optimisme philosophique » de mauvais goût s'exprimant ainsi : Malgré tout le cinéma évolue... on n'aperçoit plus, même dans les productions les plus banales, les plus irritantes, ce qui a déjà été intégré de cinéma pur... à tout vouloir juger par rapport à ce qui devrait et pourrait être on ne distingue plus la différence qu'il y a entre l'Assassinat du duc de Guise et Ben-Hur, etc. Nous savons très bien mesurer le chemin parcouru, bon gré ou mal gré, par la cinématographie internationale à l'assaut des intérêts. Oui, l'œil du public se perfectionne peu à peu, l'accommodement de la vision se complète, et c'est ce qui oblige inconsciemment les marchands de pellicules à accepter aujourd'hui des valeurs qu'ils

se refusaient à reconnaître hier, mais uniquement parce que ces valeurs, disons esthétiques, sont devenues des valeurs commerciales. Il faut se rendre compte, enfin, de cette évidence. Or, de tels phénomènes ne sont activés que par le combat. Eternelle histoire des hommes comme Canudo, qui fonda le premier groupement d'artistes et d'intellectuels amis du cinéma comme Louis Delluc, qui écrivit tant d'articles vivants sur le même thème et agit utilement en présentant et en créant des œuvres, ont fait autant pour le cinéma que les cinéastes les plus exclusivement cinéastes eux-mêmes? Les créateurs du cinéma soviétique les ont moins ignorés que leurs compatriotes. Cela, je le sais, beaucoup ne veulent point le reconnaître. C'est pourtant, déjà, une vérité historique.

L'inaction ou la neutralité prétexte sont une véritable complicité. Il faut penser que les salles dites d'avant-garde sont nées du C. A. S. A., notamment des premières manifestations du Salon d'Automne en 1921, et des manifestations du Club français du Cinéma, puis du Ciné-Club de France.

La critique, à la recherche d'un statut moral, devra-t-elle à l'instar des scénaristes dédaignés, aborder les temps de la critique introuvable?

L'erreur fondamentale est d'isoler le cinéma des autres formes de l'activité générale, et surtout de vouloir l'arracher, en l'étudiant, à ses dépendances économiques.

Celles-ci seront si puissantes, si implacables, que, sans doute, elles justifieront un jour prochain la retraite du critique. Une retraite apparente, certes, et peut-être temporaire, car, logiquement, si le critique abandonne le jeu des petits papiers hebdomadaires inspirés par les films ou les faits du cinématographe, il doit rejoindre ceux qui combattent sur le plan social, — puisque aussi bien, les enquêtes aidant, chacun reconnaît maintenant que c'est sur ce plan que le cinéma rejoint les grandes formes expressives de la vie moderne.

Ce qui n'est, en somme, que de changer d'arme : abandonner le pistolet à bouchon de la critique de films pour le fusil révolutionnaire.

L. MOUSSINAC.

Ce que devrait être la médecine vraiment "sociale"

Critique de l'organisation actuelle

La pauvre et bénigne et très insuffisante loi dite « des Assurances sociales » voit se dresser contre elle la majorité du corps médical.

Parmi les multiples arguments invoqués par les médecins pour combattre la loi, il en est un, véritable « leit-motiv », qui revient dans chaque article, sous chaque plume, dans chaque discours : *l'intérêt du malade!*

Eh bien, la question vaut qu'on s'y arrête et qu'on y apporte un peu de lumière.

**

L'intérêt du malade est, incontestablement, la préoccupation sincère d'un certain nombre de médecins. Mais, au nom de ce principe généreux, l'hypocrisie et l'esprit de réaction se donnent libre cours.

L'hypocrisie de ceux qui redoutent de voir diminuer leur chiffre d'affaire et qui n'osent avouer leur crainte.

L'esprit réactionnaire des imbéciles et des tyrans que le seul titre de la loi suffit à effrayer car ils veulent y voir une concession aux principes « socialistes »!

Et les arguments, nombreux, de pleuvoir :

« Que va devenir le secret médical! »

« ...et le libre choix du médecin! »

« ...prime à la paresse! »

« ...porte ouverte aux médecins marrons... »,

etc..., etc...

Nous ne nous attarderons pas à démêler, en présence de cet assaut quasi unanime, la vérité du mensonge, l'hypocrisie de l'inconscience, la canaillerie de la bêtise.

Nous aussi nous aurons à critiquer la loi; — à un autre point de vue!

Une remarquable brochure éditée par la C. G. T. U. a amorcé ce travail.

Mais, ce que nous voudrions montrer aujourd'hui, c'est notre façon « révolutionnaire » d'envisager la transformation, nécessaire, de l'exercice de la médecine.

Face aux réacteurs, aux hypocrites, aux esprits bornés, nous voudrions faire le procès du système médical actuel; — auquel la loi des assurances sociales ne changera d'ailleurs pas grand'chose.

Nous voudrions leur montrer combien un régime prolétarien pourrait rapidement, et par des méthodes énergiques, transformer la figure sanitaire de ce pays.

*

**

L'organisation de la santé publique n'est plus conforme aux nécessités de la vie moderne; — partant, elle n'est plus conforme à « l'intérêt du malade ».

Elle est en retard sur le développement scientifique et industriel du pays. Ce sont là des constatations qui tombent sous le sens des moins avertis.

La médecine, à de rares exceptions près, est demeurée, dans ses principes d'application, la médecine de nos pères.

Les progrès de la technique, les nécessités d'une instrumentation moderne n'ont pas été accompagnés d'une transformation équivalente dans les méthodes de l'exercice médical.

Nous entendons par là que l'unité médicale est demeurée « le praticien ». Cette vérité, légèrement faussée dans les villes importantes pourvues de centres hospitaliers, demeure entière dans les campagnes.

Le « praticien » que portent si haut les thuriféraires de l'organisation présente est admirablement représenté par le « médecin de campagne », « le médecin de quartier ». C'est un personnage dont la figure était autrefois précise et presque digne de représenter « un type ».

Le docteur d'autrefois exerçait la médecine en chapeau haut de forme et redingote; il avait pour moyen de transport un cheval et une voiture... Comme on est loin du médecin d'aujourd'hui!

L'arsenal thérapeutique, les moyens d'action étaient, alors, également bien différents!

La population aussi était différente; plus stable, plus autochtone.

Aujourd'hui, le médecin et la clientèle ont changé d'aspect.

Les difficultés de la vie, les appétits, se sont eux aussi modifiés.

Le « bon docteur » d'autrefois, le praticien de la ville et des champs, offre de moins en moins d'authentiques représentants.

Nous savons bien que nos critiques feront hurler certains confrères.

Nous les entendons protester de leurs intentions pures!

Nous les entendons aussi larmoyer sur leur sort.

Nous savons, par avance, qu'ils nous jetteront à la face l'argument ultime de quelques belles et pures figures médicales.

Elles existent, ces figures généreuses, nous ne l'ignorons pas. Il existe encore, de-ci, de-là, le grave praticien tout entier dévoué à sa clientèle, généreux, désintéressé.

Il existe, et les autres qui, au fond d'eux-mêmes ou en petit comité de confrères le traitent de « poire », brandissent, le cas échéant, son exemple comme un drapeau, une cocarde... C'est leur garantie, leur certificat, vivant, de bonne conduite; c'est lui qui sauve la face. Mais, de plus en plus, il devient une rareté.

De plus en plus, « le docteur » est un petit industriel pressé; d'autant plus pressé qu'il est jaloux des lauriers et de la fortune de son cousin, plus malin, qui « a fait du commerce » ou est « entré dans les affaires »!

La moralité médicale est en baisse.

L'étudiant se moque et rit du vieux monsieur qui l'entretient avec un air inspiré de « sa vocation », du « sacerdoce » qu'il va être appelé à exercer!

**

Cette transformation de la mentalité du médecin est un phénomène dont il faut tenir grand compte dans une critique qui veut être créatrice.

Le phénomène est d'ailleurs fort explicable et il ne nous vient pas à l'esprit de nous lamenter sur « la dégénérescence des jeunes générations ».

Cette dégénérescence n'est pas le fruit du hasard ou de quelque mauvais sort!

Elle fait partie d'une crise plus générale et plus étendue.

Entre autres facteurs il faut retenir :

1° Le fait que les progrès dans l'art de guérir ou de protéger ne se sont pas accompagnés de progrès égaux dans les possibilités d'application des techniques nouvelles.

Le jeune médecin demeure désemparé, seul dans son village ou dans son coin de banlieue. La plupart des moyens préconisés par « les maîtres » lui sont interdits ou rendus difficilement praticables.

La médecine d'aujourd'hui est devenue singulièrement plus complexe et plus difficile que celle de jadis.

Il y a dans cette sorte d'impuissance du praticien, dans le fait qu'il se heurte, chaque jour, à des impossibilités de toutes sortes pour l'utilisation des méthodes apprises une grande cause d'échec et de désaffection pour l'exercice de la profession.

2° L'antagonisme des classes a subi une recrudescence d'acuité.

Le médecin, généralement issu de la bourgeoisie, trouve en face de lui des travailleurs plus conscients, souvent moins déferents qu'autrefois. L'opposition est souvent extrême.

La confiance ne suffit pas toujours à exclure un certain malaise, une certaine dose de mépris réciproque.

Le médecin traite le malade en salarié que l'on pressure.

Le malade considère le médecin comme un fournisseur dont il est quitte pour 15 ou 20 francs.

Nous ne récriminons pas; nous constatons.

3° L'afflux des travailleurs étrangers est parfois venu ajouter à cet antagonisme, je ne sais quelle saveur de xénophobie qui supprime toute sympathie réelle entre le médecin et « les météoques » dont il vit.

4° La contagion bourgeoise fait son œuvre parmi les rangs médicaux. On ne se satisfait plus des petits bénéfices d'autrefois.

La cherté de la vie, les frais d'automobile et d'instrumentation, le désir de faire figure honorable auprès des bourgeois enrichis que l'on fréquente... Ce sont autant de petites causes qui poussent le médecin à faire une clientèle de plus en plus étendue. La médecine pratiquée devient, de ce fait, fatalement plus rapide, plus incomplète, plus mauvaise.

**

Nous n'avons fait qu'esquisser et schématiser quelques-unes des causes morales et matérielles qui dominent la crise actuelle.

Nous avons montré le médecin d'aujourd'hui sous un jour moins favorable et avec un visage moins sympathique que celui d'autrefois.

C'est un fait.

Mais on pense bien qu'il ne nous vient pas à l'idée de préconiser ou d'espérer le retour aux choses de jadis! Le chapeau haut de forme est passé de mode; le médecin qui le portait est fini aussi.

Quand nous attaquons le régime social actuel et quand nous montrons les méfaits de l'industrialisation capitaliste ainsi que son influence sur l'aggravation du sort du prolétariat, nous ne songeons pas un seul instant à revenir à l'artisanat.

Il en est de même en médecine!

Mais, où est le remède, et que faudra-t-il faire?

A notre avis, l'amélioration à apporter à une semblable situation réside dans une *transformation radicale* des principes mêmes de l'organisation médicale en France.

Et cette transformation ne pourra se faire, radicalement, que sous un régime de dictature prolétarienne.

Toutefois, une semblable révolution, pour ne pas être utopique, devra tenir compte de la mentalité moyenne du médecin français, de ses habitudes, bonnes ou mauvaises.

Elle devra tenir compte aussi de la mentalité du malade qui ne comprend pas toujours où est son véritable intérêt; de quel côté sont ses véritables amis.

Il est bien entendu que nous voulons parler ici d'une période de transition et que, par la suite, la transformation des études médicales, la modification sociale du contingent des jeunes médecins, l'élévation du niveau de culture des masses, faciliteront des réformes plus audacieuses.

*

**

Le double principe qui nous paraît devoir dominer l'organisation rationnelle et moderne de la médecine en France est :

1° *La fonctionnarisation* du médecin.

2° La création d'un grand nombre de *centres médicaux* urbains et ruraux; le développement et le perfectionnement de ceux qui existent déjà.

Chacun de ces deux points particuliers mérite d'être développé et fera l'objet de nos prochains articles.

Ces principes, qui trouveraient leur pleine et entière application sous un régime prolétarien peuvent, d'ailleurs, servir déjà de directives aux organisations ouvrières, municipales ou syndicales.

D' STEEN.

L'Organisation Scientifique du Travail dans l'U.R.S.S.

Dès 1923 (arrêté du 6 Septembre), le Comité Central des Unions Professionnelles passait la main à un organisme nouveau : le Conseil Central de l'Organisation Scientifique du Travail, de la Production et de l'Administration, le Sovnot, véritable ministère de la rationalisation, le premier même en Europe. Remanié en 1926 (arrêté du 1^{er} Août), le Sovnot est assisté d'un Conseil Supérieur d'Experts comprenant cinquante personnes, dont un tiers de savants étrangers (surtout allemands). Sa mission est de renseigner tous les milieux intéressés sur l'état du mouvement de rationalisation dans l'U. R. S. S. et à l'étranger et d'étudier toutes mesures qui doivent permettre de reconstituer les cadres et des forces industrielles; il rayonne sur plusieurs instituts dont le plus parfait que nous avons eu la bonne fortune de visiter il y a quelques mois est incontestablement l'Institut Central du Travail de Moscou, le Z. I. T. (1).

Créé sur l'initiative de Lénine, en 1920, par l'Union Professionnelle des Métallurgistes, il ne devait entrer véritablement en action qu'en 1927, date à laquelle il s'installe dans les bâtiments nouveaux de la Petrovka. Parti de rien, cet établissement a maintenant créé une véritable école scientifique et soutient aisément la comparaison avec les établissements similaires existant en Europe; peut-être même leur est-il supérieur en cela qu'il centralise sous un même toit, sous une même direction, des services d'observation qui, partout ailleurs, se trouvent dispersés entre plusieurs centres souvent rivaux, et par le fait aussi qu'il a su limiter ses travaux aux besoins stricts de l'économie russe, laissant délibérément de côté tout l'appareil scientifique inutile auquel nous ont habitué certains laboratoires allemands notamment, dont il serait souvent vain de vouloir transposer dans le domaine pratique les résultats scientifiques.

Pendant plus de cinq années, de 1922 à 1927, le Z. I. T. ne fut guère qu'un centre méthodologique : ses consultations et ses enquêtes portèrent sur 75 entreprises qui révélèrent surtout l'état de décomposition de l'industrie soviétique et les conditions défectueuses de son rendement industriel et commercial. De ces longues observations, le Z. I. T. devait, en 1927, dégager un enseignement et s'attaquer au problème urgent de la formation technique de la main-d'œuvre ouvrière. Etablissement de recherches dans le domaine de la rationalisation pure et de la normalisation, centre d'études psychotechniques, centre d'enseignement professionnel et laboratoire physiologique tout à la fois, il se donna comme première mission de créer un type d'ouvrier parfait, qui peut être formé rapidement par un entraînement méthodique des gestes professionnels; pour cela il procéda à une sorte de dissection de la fabrication et du travail professionnel en opérations et en mouvements, concentrant tout d'abord ses efforts sur un nombre très restreint d'objets et les étudiant à fond. Sujets d'expériences et élèves en même temps, les ouvriers qu'il dresse, recrutés pour la plupart parmi les sans-travail, reçoivent les premières notions de leur nouveau métier sous la forme d'une sorte de gymnastique professionnelle (frappe du marteau, maniement de la lime),

(1) Il convient de mentionner aussi l'institut d'organisation scientifique du travail de Kazan « Inot ».

qui doit les plier à la discipline du travail, discipline individuelle d'abord, à l'aide d'appareils spécialement étudiés, puis discipline d'ensemble, rythmique, au signal. Enfin, par équipe de 30 environ et sous la conduite d'instructeurs, ces élèves sont chargés d'un travail de fabrication déterminé, sur des appareils spéciaux qu'ils règlent à leur convenance et sur lesquels un système ingénieux permet d'enregistrer graphiquement le moindre de leurs mouvements avec les temps lui correspondant. C'est alors qu'intervient le « Service de contrôle », véritable section clinique qui étudie l'aptitude professionnelle de chaque sujet, les conditions-types requises pour la meilleure fabrication : le résultat de ces observations fait l'objet de tableaux ou de feuilles normalisatrices destinées aux apprentis, aux constructeurs et aux entreprises. En marge de ces services d'observation des procédés de fabrication, un laboratoire physiologique se livre à des études biochimiques et médicales, mais à celles-là seules dont on peut tirer des conclusions pratiques pour les ateliers : étude de la fatigue par l'analyse du sang, des gaz, de l'urine. Le Z. I. T. possède enfin une petite bibliothèque et un musée. Fin 1928, les études du Z. I. T. avaient porté sur 48 professions; on pense pouvoir atteindre, en 1929, le chiffre de 58. Par ses méthodes, nous affirmait-on, l'Institut arrive à former de bons ajusteurs en quatre mois, des tourneurs en trois mois, des fondeurs en six mois; il est maintenant outillé pour préparer environ 10.000 ouvriers par an.

L'Institut Central du Travail de Moscou aborde aujourd'hui la troisième étape de son développement, l'organisation méthodique de la main-d'œuvre dans les entreprises, l'organisation des entreprises elles-mêmes. Il est vraisemblable qu'il va laisser peu à peu le soin de la formation primaire des ouvriers aux écoles d'apprentissage qui adoptent progressivement ses méthodes pour se consacrer plus particulièrement à la formation d'instructeurs et de normalisateurs qui seront chargés de se répandre dans les diverses entreprises afin d'y établir des normes de rendement et de fournir en même temps les cadres des « bases d'éducation » qui ont été installées sous son contrôle dans l'Union tout entière. Afin de faciliter sa tâche dans cet ordre d'idées, il est dès maintenant question de lui adjoindre une Université du Travail.

L'Institut de Moscou dispose d'un budget annuel de près de 200.000 roubles; il tire en outre des revenus de la préparation d'ouvriers qualifiés pour le compte et sur la demande d'entreprises, et cela par l'intermédiaire d'une Société d'actionnaires, Oustanovka, fondée en marge du Z. I. T. et qui effectue ses opérations commerciales. Font partie de cette Société, outre la plupart des grandes entreprises, les Unions professionnelles des métallurgistes, des textiles, du bois, du bâtiment, des produits chimiques, le Narkomfin, le Narkomtrud, pour la Russie du Nord et l'Ukraine. Le Z. I. T. publie enfin deux revues scientifiques très documentées : l'*Organisation du Travail (Organisatzia trouda)* et l'*Education de la Force Ouvrière (Oustanovka rabotchî stily)*.

H. MARTY

Du « Papier et un crayon » ou Poincaré le « Bien Aimé »

Pleurez Français, pleurez. M. Poincaré est malade!

Il a bobo à la prostate, le pauvre homme.

C'est vrai; la prostate de Poincaré occupera désormais dans l'Histoire une place très honorable entre la v... de François I^{er} et la pierre de Cromwell.

Et le moindre mot que sa prostate lui fait dire prend de même une valeur historique.

Ainsi quand il a dû subir l'opération de cette fameuse affaire, les praticiens ont dû l'endormir, ce qui n'était pas si facile que vous pouvez le penser.

Enfin, sous l'action d'un puissant gaz, qui n'était pas asphyxiant, notre grand patriote qui n'avait plus dormi ni laisser dormir le monde depuis si longtemps, s'endormit.

De quel sommeil? Dieu seul le sait!

Et quel rêve le « Bien-Aimé » a-t-il pu faire durant ces dix minutes historiques, dans un sommeil qui l'avait placé en dehors du temps et de l'espace? Ou plutôt de quel cauchemar horrible notre héros, sans prostate, fut-il victime pour qu'à son réveil, sans même faire attention à sa « bourgeoise » tout en larmes, il demanda: du « Papier et un crayon »?

Du « papier et un crayon »! vous vous rendez compte ce qu'un homme comme Poincaré, même sans prostate, peut faire avec de pareilles armes.

Peut-être aussi que se croyant mort et devant l'Eternel occupé à rendre des comptes que ses contemporains n'ont pas exigés, notre « Bien Aimé » demandait-il du « papier et un crayon » pour revoir et corriger les chiffres de sa guerre dont l'éloquence font toute sa vie, belle, noble, désintéressée et surtout débordante d'humanité.

Ou peut-être encore, ce qui est aussi très vraisemblable, le toujours grand Lorrain, méprisant les misérables chiffres de la guerre de 1914-1918, qui après tout sont du passé et n'ont déjà presque plus de goût, demandait-il du « papier et un crayon » pour supprimer les chiffres de la « prochaine », de cette prochaine qu'il espère avec l'aide de Dieu et sans prostate, mener encore plus rondement que la dernière.

En tous cas dans le malheur qui frappe la France et le monde, car le monde entier aime la France et Poincaré, nous n'avons pas l'air, nous, de nous en « faire » beaucoup. Et c'est bien là un de ces mauvais restants de la guerre: « qu'il ne faut pas s'en faire », même quand nous sommes comme nous l'avons si souvent été, à un cheveu de notre perte.

Heureusement qu'il n'y a pas que nous et que l'ingratitude et l'oubli, le manque total d'admiration due à notre « Bien aimé » ne sont pas le fait de toute la France, comme vous allez vous en rendre compte en lisant l'extrait d'un article que j'ai lu, les larmes aux yeux, dans le journal le plus grave, le plus sérieux, le plus pompier et le plus comique de nos journaux.

Jugez-en vous-mêmes et savourez, savourez ce qui suit. C'est du Bossuet renouvelé.

Poincaré le " Bien Aimé "

Ce dimanche-là, du haut d'un ciel d'argent, les cloches appelaient à l'office les fermiers des environs. Tout de noir vêtus, ils arrivaient dans leur carriole sur la place décorée de vignes que l'église, entre ses ifs centenaires, domine comme un château fort. La moisson était en cours : les imaginations s'exaltaient sur les rendements de la bonne année. On travaillait de l'aube à la nuit au milieu d'une poussière de soleil semblable à celle des origines du monde et, de la machine ronronnante, coulait inlassablement une grenaille d'or comme si l'on disposait de la pierre philosophale. Les plus antiques travaux des hommes se poursuivaient dans une nature domestiquée, bientôt électrifiée... Cette fièvre annuelle détournait de toute autre. Avait-on seulement le temps de lire les journaux ? D'abord les nouvelles qu'ils donnent se rapportent à des terres inconnues et, pour les crimes et les drames du foyer, de mémoire d'homme il n'y en a pas eu dans la région. Quant à la politique, on en parlera les jours où l'on n'aura rien à faire. D'ailleurs, elle est présente-ment en de bonnes mains...

Pourtant, on venait d'apprendre que M. Poincaré, malade, se retirait de la République. Sans donner tout son sens à cet événement comme savent le faire à la Bourse les gens qui sont si intelligents, les vieux hochaient la tête pour laisser entendre qu'il s'agissait là d'une affaire grave. Chacun ressentait une peine indéfinie, un de ces chagrins personnels que l'on n'exprime pas et même que l'on cache par discrétion envers soi-même. Et l'on entretenait la conversation en racontant dans leur détail, leur mystère et leur étrangeté ses propres maladies. Mais c'était par une sympathie secrète : peut-être avait-il les mêmes...

— C'est quelqu'un, dit le plus informé.

Et tous consentirent qu'il avait effectivement fait quelque chose pour eux, quelque chose d'obscur mais appelant leur reconnaissance.

Du fond des âges montait dans leur esprit une de ces affections toujours prêtes pour le chef de la famille nationale, avec, à l'égard de celui-ci, la fierté d'avoir participé à son élévation et aussi l'orgueil de l'avoir aidé de leur mieux en travaillant de leur métier sans se mêler du sien, ce qui lui avait permis de mener à bien une besogne qui avait rebuté tant d'autres. Si le curé avait demandé des prières publiques comme au temps du Bien-Aimé, ils les eussent dites de tout leur cœur et en connaissance de cause pour le salut de ce bon ouvrier de l'Etat qui leur avait donné le bien suprême : la sécurité!

Mais voici que soudain, venu on ne sait d'où, le bruit se répand, sinistre et lourd, que la révolution a éclaté dans Paris. C'est le facteur qui l'a dit... Il le tient d'un employé du chemin de fer qui l'a entendu d'un convoyeur du train... Il n'y a pas de doute.

Figé sur place, l'un dit sagement : « Ils ne viendront pas jusqu'ici. Que voulez-vous qu'ils viennent prendre ? » Et, du coup, il se fait pauvre et petit. Mais un autre n'accepte pas le fait et le discute : « Ça se saurait, voyons ! Et puis, à Paris, ils sont une équipe qui se tient... » Peu à peu, on retrouve quelque sérénité. Mais comment le mensonge pénètre-t-il si facilement quand la vérité entre avec tant de peine ? C'est que les esprits, désorientés par la retraite du chef, sont accessibles à toutes les fables.

Et pour Poincaré le « Bien aimé » le lyrisme coule comme ça tout au long d'une longue colonne.

Mais après tout l'auteur de l'article ne serait-il pas un pince-sans-rire ? « Bien aimé », mais oui, comme l'autre.

Et comme l'autre disait : « après moi le déluge », c'est-à-dire « de la misère du peuple, je m'en fous », après Poincaré le « Bien aimé » on pourra tirer l'échelle : plus jamais personne ne grimpera jusqu'à tant de mépris et de dégoût.

E. DELORME.

QUELQUES FAITS

On garde les mêmes et

.. on recommence

Un des premiers, ou plutôt un des derniers effets de la prostate de Poincaré a été la crise ministérielle.

En réalité, cette crise ministérielle n'a ému personne en dehors des « ministrables » radicaux, réactionnaires et socialistes.

Un seul politicien a su profiter « avec ». C'est « l'Aventurier » qui, lorsqu'il n'est plus président du Conseil, « couve les conditions pour le redevenir », comme l'a si justement dit un jour celui qu'on a appelé le « Tigre

Briand, qui n'a pas oublié avoir été socialiste, et qui l'a si gentiment rappelé à Léon Blum en répondant à Frossard, aurait voulu, le brave, former un ministère de gauche. Mais les hommes de la « gauche » lui ont fait de la peine en refusant, contre eux-mêmes, les portefeuilles offerts avec tant d'humilité et de sincérité.

Et voici Briand, qui fut constamment en désaccord avec Poincaré et ses ministres, obligé de naviguer avec ces mêmes ministres.

Rappelons pour mémoire les noms qui forment ce fameux équipage et qui symbolisent si parfaitement toute la pourriture sociale et politique de nos jours :

MINISTRES

<i>Présidence du conseil et affaires étrangères.</i>	Aristide BRIAND
<i>Justice.</i>	Louis BARTHOU
<i>Intérieur.</i>	André TARDIEU
<i>Finances.</i>	Henry CHERON
<i>Guerre.</i>	Paul PAINLEVE
<i>Marine.</i>	Georges LEYGUES
<i>Instruction publique.</i>	P. MARRAUD
<i>Travaux publics.</i>	Pierre FORGEOT
<i>Commerce.</i>	Georges BONNEFOUS
<i>Agriculture.</i>	Jean HENNESSY
<i>Colonies.</i>	André MAGINOT
<i>Travail.</i>	Louis LOUCHEUR
<i>Pensions.</i>	Louis ANTERIOU
<i>Air.</i>	Laurent EYNAC

Le 1^{er} Août

L'Internationale Communiste avait décidé, dans son VI^e Congrès mondial, d'organiser, à la date du 1^{er} août, une journée contre la guerre, en invitant toutes les organisations ouvrières à y participer activement.

Cette journée contre la guerre était la suite logique des efforts faits par l'U.R.S.S. pour la paix mondiale.

Ce n'était pas et ce ne pouvait être une journée d'insurrection, mais une journée d'énergiques protestations contre la guerre 1914-1918 et ses suites et surtout contre la guerre qui se prépare fiévreusement dans les pays impérialistes contre l'Union Soviétique.

Ce fut l'occasion, dans tous les pays capitalistes, d'une opération formidable de police, d'arrestations en masse, préventives ou non.

Mais, bien entendu, c'est en France, avec Tardieu et Chiappe, encouragés par toute la presse muselée, que la répression fut « exemplaire ».

50.000 hommes de troupe et de police, armés jusqu'aux dents, avec tanks, auto-mitrailleuses et avions, mettent en état de siège Paris et sa banlieue.

900 arrestations préventives. Les usines occupées par la police afin d'impressionner les ouvriers.

Un complot contre la sûreté de l'Etat. La suppression du journal *l'Humanité* et de *l'Avant-Garde*.

Et malgré ce formidable déploiement de police et d'armée, malgré l'arrestation préventive de tous les militants connus, les ouvriers, par milliers, dans les usines et dans la rue, à Paris et dans la banlieue, ont manifesté leur haine contre la guerre et leur volonté de ne pas laisser étrangler l'Union Soviétique.

En province, des manifestations imposantes ont eu lieu.

Pendant huit jours, toute la

presse, toute, y compris et surtout la presse socialiste, a crié au « fiasco », au « dégonflage communiste ». Dans ce concert de crapauds, le citoyen Paul Faure, dans le *Populaire*, s'est placé au premier rang.

Singulier « fiasco » qui nécessite une telle mobilisation de troupe et de police! Singulier « fiasco » qui fait tant couler d'encre dans la presse, qui en oublie même l'anniversaire de la déclaration de guerre de 1914, qui était à l'ordinaire l'occasion de bruyantes manifestations patriotiques!

Par ce singulier « fiasco », les luttes de la classe ouvrière ont pris une forme nouvelle qui sera pour elle pleine d'enseignements.

Malgré le concert de crapauds cette journée du premier août 1929 s'inscrit dans l'histoire du prolétariat de notre époque comme « un pas en avant ».

Liquider pour... recommencer

La Conférence de la Haye

Depuis la conférence de Spa, en 1920, jusqu'au dernier plan Young, on ne compte plus le nombre de conférences interalliées et internationales qui se sont réunies avec la prétention de liquider la tuerie de 1914-1918 par la fixation des dettes de l'Allemagne et la répartition de celles-ci entre les états « vainqueurs ».

Si l'on y regarde de près, ces conférences dénoncent clairement et nettement les antagonismes des états capitalistes, les luttes sourdes mais après qu'ils soutiennent les uns contre les autres dans leurs besoins impérialistes.

Parfois ces états ont dû taire leurs appétits et faire de larges concessions en acceptant des règlements de « fortune », comme ce fut le cas dans le plan Dawes, qui ne fut accepté que parce que les circonstances l'exigeaient. Rappelons-nous que nous sommes en 1924, que la Révolution est menaçante en Allemagne et qu'il faut veiller au grain capitaliste.

Le plan Dawes ne pouvait être que provisoirement définitif.

Il est virtuellement mort depuis longtemps. L'Europe, surtout avec une nouvelle Allemagne impérialiste, connaît d'autres difficultés non moins impérieuses qu'en 1924 : l'économie mondiale est de moins en moins rassurante... et l'Union Soviétique est toujours debout et plus vivante que jamais.

Il faut donc tenter un autre plan, d'autres accords, cette fois avec l'Allemagne, non plus de Rappalo, mais de Locarno et de Genève.

Il faut liquider avant de... recommencer, contre l'Union Soviétique d'abord.

La conférence de La Haye, qui n'a pas de chance par ce qu'elle évoque de rêves, d'illusions, de chimères et de canailleries en même temps que la tête imbécile du tsar Nicolas II, aboutira-t-elle à des accords pratiques? L'« Aventurier », cette vieille gouape de Briand, le plus dangereux des ennemis de l'Union Soviétique, ne nous y trompons pas, parviendra-t-il à faire parler l'*Européen* à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Italie et aux autres états de moindre importance? Nous verrons.

En attendant, l'*Européen* est une langue difficile à apprendre.

Les Anglais semblent n'avoir pas beaucoup plus de dispositions pour cette langue que pour les autres. Le socialiste impérialiste Snowden l'a bien fait sentir dès le début, en entrant dans cette conférence à la façon d'un éléphant dans un magasin de porcelaine et en traitant notre Chéri-Chéron d'être grotesque, ridicule et menteur.

Mais cela c'est surtout pour la « galerie ». C'est le travail des deux principales commissions politique et financière qu'il faut suivre attentivement.

Un accord? Il y aura un accord aujourd'hui ou demain, car si ces gens-là, fondés de pouvoirs de leurs états capitalistes, ont des intérêts différents et particuliers, ils ont aussi des intérêts communs.

Que les prolétariats d'Allemagne, de France et d'Angleterre montent la garde et accordent à la conférence de La Haye l'importance qu'elle mérite par les machinations criminelles qui s'y préparent.

Le lockout du Lancashire

Depuis trois semaines, 500.000 ouvriers fileurs et tisseurs du Lancashire sont victimes d'un lockout déclenché par les maîtres filateurs qui exigent des réductions de salaires de 12,82 0/0.

Différentes tentatives de conciliation et d'arbitrage ont eu lieu, mais elles ont été presque toutes repoussées par les ouvriers qui savent, par l'expérience, que toutes ces tentatives, qu'elles viennent des chefs réformistes ou de lord Derby, ne peuvent aboutir qu'à l'acceptation des conditions des patrons fileurs.

Le gouvernement labouriste ne semble pas trop s'émouvoir de la situation des travailleurs du Lancashire, surtout de la situation des ouvriers auxiliaires, qui est déjà tragique. Snowden et Henderson sont trop occupés à La Haye à défendre mordicus les intérêts de l'impérialisme anglais. Quant à Mac Donald, pressenti plusieurs fois avec d'infinies précautions, il ne se montre pas empressé, « le généreux militant ouvrier », à mettre son gouvernement socialiste dans le plateau ouvrier de la balance des conciliations.

Il préfère sans doute, et c'est conforme à la politique de son gouvernement, rester neutre dans le conflit, et faciliter ainsi la victoire des patrons fileurs, solidement organisés et unis, contre les ouvriers fileurs et tisseurs mal organisés et encore plus mal guidés par les chefs réformistes de leur syndicat.

Dans ces conditions, il est à craindre, si fileurs, tisseurs et auxiliaires ne constituent un front uni avec une volonté de lutte offensive, que le conflit se terminera par une défaite grave.

Comme on comprend...

M. Ramsay Mac Donald est socialiste, membre influent de la II^e Internationale, mais, ainsi qu'il l'a souligné dans son fameux discours au Reichstag allemand en 1928, il est l'ennemi irréductible de ceux qui prêchent les haines sociales de la lutte de classes.

M. Ramsay Mac Donald, de nouveau premier ministre de sa majesté George V, roi et empereur, avait déjà reçu, lors de son premier avènement au pouvoir, un « généreux cadeau » offert par des capitalistes anglais au « généreux dirigeant ouvrier ». Ce cadeau consistait en une magnifique automobile.

Ce « généreux dirigeant ouvrier », qui n'est généreux en réalité que de mélodies démocratico-pacifistes, a reçu dernièrement un autre petit cadeau, dont la presse vient de parler à l'occasion de la mort de M. Baron, une des plus grandes fortunes d'Angleterre, ami intime de Ramsay Mac Donald, qui versa à celui-ci, lors des dernières élections, la coquette somme de 5.000 livres, c'est-à-dire environ 625.000 francs, mais accompagnée d'un joli petit poulet dans lequel on relève :

« Je crois devoir vous conseiller de ne pas vous laisser tourner la tête par les pensées de républicanisme. Le plus grand actif de la Grande-Bretagne est constitué par le roi et la famille royale. »

Avec ça, M. Ramsay Mac Donald peut pourfendre les communistes et les syndicats de gauche qui « se laissent offenser par des subsides étrangers ».

Puritain, va! Et comme on comprend..

FAITS DIVERS

La mine tragique

En juillet dernier, en Silésie, une explosion de grisou tuait 37 ouvriers mineurs.

Le 1^{er} août, une catastrophe épouvantable semaît une fois de plus le deuil dans les corons des mineurs du bassin de l'Escarpelle, à Courcelles-lès-Lens, où un coup de grisou tuait 8 ouvriers, complètement déchiquetés par l'explosion.

Le 6 août, c'était au Japon, dans les mines de charbon de Kashinaï, qu'une explosion tuait 75 ouvriers mineurs.

Il ne se passe pas de semaines

sans catastrophe de ce genre, dans les mines ou dans d'autres industries périlleuses. La presse, la grande presse d'information, ne prête plus à ces « faits divers » une grande attention et la foule des lecteurs passe également indifférente.

Que la bourgeoisie reste insensible devant les cercueils de ses victimes, soit. Mais que la classe ouvrière ne s'émeuve plus de ces crimes capitalistes, cela devient insupportable.

Pourquoi et comment la vie augmente

Le rendement des Chem'ns de fer français

Etat . . .	1.038.127.000 +	51.724.000
P.-L.-M.	2.056.060.000 +	108.200.000
Nord . . .	1.208.294.000 +	46.362.000
Orléans	964.107.000 +	47.869.000
Est . . .	1.088.516.000 +	63.536.000
Midi . . .	459.371.000 +	20.124.000
Alsace et		
Lorr. . .	563.809.000 +	27.353.000
Totaux	7.878.944.000 +	365.168.000

Les recettes des 26 premières semaines de 1929, qui ont bénéficié intégralement de la majoration de 11,9 0/0 des tarifs-marchandises, ont donc dépassé celles de la période correspondante de 1928 de 365.168.000 francs, soit une plus-value de 4,92 0/0. L'augmentation kilométrique varie de 3,85 0/0 sur le réseau du Midi, à 6,20 0/0 sur l'Est.

Les profiteurs de la loi Loucheur

Par l'exploitation des lois Loucheur et C^o, les gros industriels vont réaliser des bénéfices scandaleux et rétablir, en fait, l'esclavage en enchaînant l'ouvrier par le logement et l'usine.

L'exemple est donné par un puissant groupement des industriels du Nord qui vient de décider de pro-

céder à la construction d'un nombre considérable de maisons ouvrières et d'employer à cet effet un capital de 200 millions.

L'emprunt, contracté dans ce but, sera gagé par une cotisation proportionnelle à chaque industriel adhérent au groupement et correspondant à 3 0/0 des salaires payés.

Les Flambeaux de la civilisation aux colonies

Sans commentaires :

Union Minière du Haut-Katanga

L'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue à Bruxelles, a approuvé les comptes de l'exercice 1928 qui se soldent, après prélèvement de 35 millions pour le « fonds de renouvellement » et 62.642.311 fr. 75 d'amortissements divers, par un bénéfice disponible de 254.033.649 francs belges, y compris le report antérieur de 10.729.480 fr. 75.

Le solde disponible, après attribution d'une somme de 12 millions 701.682 fr. 44 au fonds spécial de réserve, après le prélèvement pour paiement du dividende fixe de 30 francs, net d'impôts, par action privilégiée, et après les autres prélèvements statutaires, a permis de répartir un dividende de 300 francs par action de capital ou de dividende, ainsi qu'un superdividende de 176 francs par action privilégiée, et de reporter à nouveau un reliquat de 10.051.842 fr. 19.

Compagnie Française de Tramways et d'Éclairage électrique de Shanghai

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice au 31 décembre 1928, qui s'est soldé, déduction faite des frais de l'augmentation de capital réalisée en 1928, soit 733.756 fr. 62, et après affectation de 6.088.913 francs (contre 3.738.039 francs en 1927) par un bénéfice net de 30.995.224 fr. 45 au

lieu de 24.918.306 fr. 42 pour l'exercice précédent.

L'assemblée a fixé le dividende net de l'impôt sur le revenu, à 100 francs pour les actions n° 1 à 160.000, et à 93 fr. 95 pour les actions n° 160.000 à 200.000 émises en juin 1928.

Au mois de décembre dernier, il a été mis en payement un acompte de 50 francs pour les actions anciennes et de 43 fr. 95 pour les actions nouvelles, sur lequel a été retenu le droit de transmission afférent au premier semestre de 1928. Il revient donc à chaque action, tant ancienne que nouvelle, un solde, payable depuis le 17 juin, de 50 francs, sous déduction, en ce qui concerne les titres au porteur, d'une somme de 5 fr. 30, représentant le droit de transmission pour le deuxième semestre de 1928.

Une somme de 1.500.000 francs a été portée à la réserve pour extension et réfections.

En U. R. S. S.

Le conflit sino-soviétique

Le conflit sino-soviétique qui a éclaté au cours du mois dernier reste chargé de dangers.

Poursuivant sur tous les fronts sa tactique d'enveloppement contre l'Union Soviétique, les Etats impérialistes, avec l'aide du gouvernement du Kuomintang et de la grande bourgeoisie chinoise, ont provoqué l'Union par l'occupation du chemin de fer de l'Est, par l'arrestation et l'expulsion de tous les fonctionnaires soviétiques. Tout cela au mépris des traités et accords scrupuleusement observés par l'Union.

La tactique était audacieuse et les impérialistes, spéculant sur la patience du gouvernement de Moscou, croyaient dur comme fer que celui-ci allait encore faire des concessions sur l'accord de 1924. C'eût été, de la part du gouvernement de Moscou, une coupable faiblesse.

La lutte engagée entre le gouvernement de Nankin, à la tête duquel se trouve le traître massacreur

Tchang Kaï Shek, à la solde des impérialistes, et l'Union Soviétique signifie que la bourgeoisie internationale pousse activement ses préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S.

L'attitude ferme de Moscou, qui a fièrement, sans forfanterie et sans lâcheté, envisagé toutes les éventualités, a quelque peu déconcerté les agresseurs, qui ont opéré un mouvement de recul, mais qui pourtant ne semblent pas abandonner tout espoir de poursuivre leurs desseins criminels.

Derrière l'Union Soviétique, le prolétariat mondial doit veiller.

La vie des ouvriers en U. R. S. S.

L'Académie Communiste de l'U. R. S. S. vient de clore son enquête sur la vie familiale et économique des travailleurs soviétiques. Cette enquête a touché toutes les grandes entreprises et les centres industriels du pays.

Elle a d'abord abouti à cette constatation que la famille ouvrière s'est en grande partie affranchie de l'influence de l'Eglise. Si, dans les questions de la naissance et de la mort, cette influence reste encore assez importante, elle est presque nulle en ce qui concerne le mariage. Les ouvriers sont fermement attachés au mariage civil (enregistrement du mariage dans les bureaux d'état civil).

Les rapports entre les parents et les enfants ne portent presque plus de traces du passé. L'égalité de droits des uns et des autres ne touche pas seulement à la vie sociale, mais encore à la vie de famille.

Le tableau se présente un peu autrement en ce qui concerne les rapports entre les époux. La femme ne s'est pas encore complètement affranchie, même là où économiquement elle est absolument indépendante. Extérieurement, cette infériorité à l'égard de l'homme s'exprime par l'adoption du nom du mari. Les cas de l'adoption par le couple du nom de la femme au

moment de l'enregistrement du mariage sont encore rares.

Le nombre des divorces est assez grand, mais il marque une tendance vers la baisse. Cependant, les cas où les hommes et les femmes changent souvent de conjoints ne comptent que par unités. Les pensions alimentaires sont payées surtout par les jeunes et par les ouvriers qualifiés.

Les résultats complets de l'enquête paraîtront en volume au cours de cette année.

Lutte contre les maladies vénériennes en U. R. S. S.

Le congrès panunioniste de lutte contre les maladies vénériennes en U. R. S. S., réuni récemment à Leningrad, a fait le bilan des résultats obtenus dans la lutte contre ce mal social.

En 1913, les statistiques officielles du gouvernement tsariste avouaient 180 syphilitiques sur 10.000 habitants du pays. En 1926, on n'en comptait que 120 sur 10.000 en Russie proprement dite (la R. S. F. S. R.) et 101 en Ukraine. Si nous envisageons la situation dans les villes, nous constaterons qu'à Moscou, par exemple, on comptait 206 syphilitiques sur 10.000 habitants en 1913 et 88 seulement en 1926. A Leningrad, la proportion est encore plus favorable : de 3 à 1. Mais la situation ne s'améliore pas que dans les villes; de très grands progrès ont été réalisés également dans les campagnes et même dans les régions dont le niveau culturel est relativement assez bas (tels certains districts de la République bouriata-mongole, où, de 1926 à 1928, sur 1.500 habitants, le nombre des cas de la syphilis contagieuse est tombé de 87 à 12).

Ces résultats ont été obtenus d'abord par le relèvement général du niveau culturel des populations. D'autre part, toute une série de mesures ont été prises, toute une série d'institutions ont été créées pour combattre le fléau vénérien.

C'est le gouvernement soviétique qui fonda à Moscou l'Institut Vénérologique, qui est un des plus grands établissements de ce genre en Europe. Au cours des cinq années dernières, cet Institut a éduqué environ 1.500 hommes : médecins et aide-médecins, spécialisés dans la lutte contre les maladies vénériennes. Des centaines de dispensaires et de cliniques ont été ouverts à cette fin dans les villes et dans les campagnes. Un travail éducatif très large est poursuivi également pour familiariser les populations avec les dangers des maladies vénériennes et avec les moyens de les combattre.

Ajoutons enfin que la production de remèdes (salvarsan) s'est développée à ce point qu'actuellement l'U. R. S. S. couvre entièrement ses besoins par les produits de fabrication locale.

Les retraites ouvrières

Le Conseil des Commissaires du Peuple a définitivement établi un système de retraites pour les ouvriers de l'industrie textile, métallurgique et minière, ainsi que pour le personnel des transports ferroviaires et fluviaux.

La durée du stage ouvrier, donnant droit à la retraite, a été fixée à 25 années pour les hommes et 20 années pour les femmes. L'âge minimum de la retraite est de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes. Pour les ouvriers de fond de l'industrie minière, la durée du stage est fixée à 20 ans et l'âge minimum à 50 ans. *Le montant de la retraite payée aux vieux ouvriers comporte la moitié de leur salaire.*

Un accord cinématographique Anglo-Soviétique

La société soviétique *Méjrabpomfilm* (S.O.I.) et la société allemande *Prometheus* (S.O.I.) ont conclu avec la firme anglaise *British Photo-Ton* un contrat en vue de la création et

du louage de films, ainsi que de la fourniture d'appareils pour les films sonores aux cinémas de Moscou et de Léninegrad.

Pour les débuts, il sera produit six films, dont un dû au cinéaste soviétique Poudovkine. Tous ces films seront sonores et des appareils à cet effet seront établis dans les cinémas de Moscou et de Léninegrad.

Développement de l'industrie pétrolière

L'industrie pétrolière soviétique entre cette année dans une nouvelle phase par la construction du complexe grandiose de Groznyl-Touapsé. Ce complexe comprendra une conduite de 624 kilomètres de longueur et des usines de distillation pouvant traiter 1,5 million de tonnes de naphte par an.

La pipe-line Groznyl-Touapsé et les usines de distillation en cours de construction dans cette dernière ville répondent aux données du

grand problème de l'économie nationale de l'U. R. S. S. : la création des conditions techniques les plus avantageuses pour atteindre le large déploiement de l'exportation des produits pétroliers.

Ce nouvel ensemble d'entreprises se propose de traiter complètement le naphte et d'en extraire les produits les plus précieux : la benzine, la paraffine, etc., en les rapprochant le plus possible du consommateur (franco-bord des bateaux).

La construction de la pipe-line et des usines de distillation coûtera environ 60 millions de roubles. Par sa structure, le complexe pétrolier Groznyl-Touapsé représente une chaîne d'éléments productifs variés allant de la Mer Caspienne à la Mer Noire. A Touapsé, les produits élaborés seront refoulés directement des usines dans les bateaux-citernes. Les éléments essentiels du complexe pétrolier seront entourés de nombreuses entreprises auxiliaires, de stations électriques, de voies ferroviaires et de cités ouvrières.

La vie du S. O. I.

Une Conférence nationale en Octobre

Une importante réunion du C. E. I. a eu lieu à Berlin en avril. A l'issue des débats, qui marquèrent une orientation décisive du S. O. I. quant au rôle qu'il doit jouer à côté des grandes organisations de combat, deux résolutions essentielles furent adoptées et publiées dans notre bulletin de mai.

Comme suite à cette Conférence Internationale et aux résolutions de la Politique Sociale et sur le rôle du S. O. I. dans les luttes économiques, la Section Française réunit

plusieurs fois le Comité Exécutif, élargi aux militants actifs de la Région Parisienne dans des conférences d'information.

La nécessité s'impose aujourd'hui d'étendre l'information et la discussion sur le plan national.

Déjà des relations importantes ont marqué la volonté du C. E. de la Section Française d'appliquer au maximum les directives tracées par les résolutions internationales.

Des publications ont vu le jour une liaison plus étroite avec les organismes, Fédération et Section, s'établit. Mais, pour que s'opère le

REDRESSEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU S. O. I. DANS LA VOIX RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE ET D'ÉDUCATION SOCIALE, une large discussion au sein d'une Conférence Nationale a été jugée absolument indispensable.

Ces assises se tiendront à Paris au début d'octobre. Les Fédérations et Sections les plus importantes y seront conviées, et la présence des organisations centrales du prolétariat est assurée.

Que tous nos militants actifs des Fédérations et Sections s'y préparent dès aujourd'hui.

Des instructions plus détaillées leur parviendront prochainement, ainsi que les rapports moraux, financier et d'organisation.

Le Secrétariat du S. O. I.

**Malgré la répression,
les Vacances Populaires
Enfantines (colonie du S. O. I.)
grandissent**

Cette année, notre colonie à la mer a vu presque doubler ses effectifs. Près de 250 enfants auront passé un séjour de 3, 6 ou 9 semaines à La Couarde-en-Ré (Ile de Ré).

Près de la plus jolie plage de l'île, à quelque cent mètres de la commune, s'est édifié, en mai-juin, un beau bâtiment — charpente en fer et ciment — qui contient 80 lits.

De plus, le Conseil d'Administration des V. P. E., s'est rendu acquéreur de terrains attenants, en vue d'un développement méthodique de la colonie. Mais, avant d'exécuter ces projets, que nous caressons depuis longtemps, il nous faut liquider la situation actuelle.

Or, nos amis et adhérents savent les grosses difficultés que nous avons éprouvées, et qui nous étrei-

gnent toujours, du fait de l'interdiction de notre Souscription avec lots par le ministre de l'Intérieur.

Mesure odieuse contre l'enfance prolétarienne, contre une œuvre d'une aussi haute portée humaine et sociale, contre laquelle nous avons protesté, mais qui ne fut néanmoins pas rapportée.

Cette répression gouvernementale, qui marque bien ici son sens logique de classe, en n'épargnant pas les « petits » — qui ont tant besoin de l'air vivifiant de la mer, du soleil bienfaisant — parce qu'ils sont les enfants de travailleurs conscients, fut suivie d'une réaction saine des bons amis de l'Enfance ouvrière, qui vinrent au secours des V. P. E. par l'envoi de fonds collectés sur nos listes de souscription.

Cet effort déjà appréciable, dont nous donnerons le détail prochainement, ne suffit pas pour faire face aux échéances prochaines.

A tous, nous lançons un dernier appel. Que ceux qui n'ont encore rien fait fassent un effort; que ceux qui ont déjà souscrit ou collecté redoublent d'activité. Ce faisant, la solidarité ouvrière aura vaincu la répression.

Demandez les listes et adressez les fonds au S. O. I. (souscription V. P. E.), 114, boulevard de la Villette, Paris 19^e. — Chèque postal : Combat 15-12.

Notre Cinéma

Les résultats tout à fait satisfaisants obtenus l'année dernière, tant du point de vue moral que financier, avec nos films de propagande, et qui motivèrent la brutale mais logique application du démocratique décret Herriot sur les films sans visas de censure, qui interdit leur projection, même en séance privée,

nous encourageaient à vaincre les grosses difficultés créées par cette mesure scandaleuse frappant particulièrement les productions soviétiques de caractère social et éducatif et qui, il faut l'avouer, ne furent suivis d'aucune réaction sérieuse des masses ou amis du cinéma.

Il nous fallait donc obligatoirement présenter des films censurés. C'est ainsi que, par l'intermédiaire de « Prometheus » et « Meschrabpom », sociétés de production de films du S. O. I. en Allemagne et en U. R. S. S., nous avons présenté SHANGHAI, grand film documentaire social sur la Chine, tourné en 1927 par nos amis russes. Certes, des coupures malheureuses furent exigées, mais le film, d'un métrage de 1.400 m., est néanmoins très intéressant par sa suite d'images vraies sur la vie du grand port international, et dans lequel apparaissent des contrastes édifiants entre l'esclavage subi par les travailleurs chinois et l'opulence, la vie dorée des forbans internationaux. Le côté historique du film apparaît dans les manifestations monstres du prolétariat armé de Shanghai, maître de la ville avant l'arrivée du général Tchang Kai Chek.

Ce document, d'une grande valeur, constitue avec d'autres films un programme intéressant qui pas-

sa, ces derniers mois, à Toulouse, Lavelanet, Pamiers, Montréjeau, Larroque-d'Olmes. Dans la région parisienne, plusieurs bonnes séances eurent lieu à la Bellevilloise 20°, dans le 18°, à Drancy. Citons aussi une bonne soirée à Roanne (Loire) et une tournée fructueuse avec Crainquerville et Shanghai à Saint-Raphaël, La Seyne et Toulon (Var).

Nous reprendrons en octobre cette activité, qui est vraiment la propagande la plus efficace dans la mesure où le choix des films est bon et forme un programme attrayant, éducatif et social.

Que toutes nos Fédérations et Sections et les organisations ouvrières nous écrivent pour les visiter. Avec eux nous organiserons des tournées qui apporteront sans aucun doute de nouvelles sympathies et faciliteront le travail de nos amis et militants dans la voie du développement.

Nos efforts tendront toujours vers la présentation des meilleures productions russes, allemandes et françaises, en leur laissant le maximum du contenu social qu'il est possible d'obtenir avec l'esprit rétrograde de la censure gouvernementale.

Pour tous renseignements, s'adresser au S. O. I., 114, boulevard de la Villette, Paris 19°.



Le Directeur-Gérant : DUTILLEUL.



Imp. LA TYPO-LITHO, 11, rue Danicourt, Malakoff.

nos regards

ILLUSTRÉ MONDIAL DU TRAVAIL EN HÉLIOGRAVURE

Abonnements } 6 numéros..... 8 fr.
12 numéros..... 15 fr.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION : 7, Rue Cardinal-Mercier, PARIS (IX^e)
Reg. du Com. an. Seine 232.554 B
Compte Chèques postaux : Paris 1220-59

Toutes les semaines

LA VIE OUVRIÈRE

LE NUMÉRO : **0,35** - ABONNEMENT : 6 mois, **8 fr.** ; un an, **16 fr.**

Administration et Rédaction : 144, rue Pelleport, PARIS-XX^e
Chèque postal : 231-46 Paris

DER ROTE AUFBAU

Monatsschrift für Politik, Wirtschaft
Sozialpolitik und Arbeiterbewegung

Herausgeber : **Willi MUNZENBERG**

Der Rote Aufbau unterrichtet in Artikeln, Untersuchungen und Glossen
aus der Feder hervorragender Mitarbeiter
aus allen Ländern über alle wichtigen internationalen Probleme

Abonnementspreis] viertel jährlich RM 1,80 für das Ausland

Verlag und Redaktion : Berlin W 8, Wilhelmstr., 48

LA DÉFENSE Journal bi-mensuel de la Section Française
du « Secours Rouge International »

Un an..... 7.50 — 6 mois..... 4. »

12, Avenue Mathurin-Moreau, Paris-19^e - Chèque postal Cordier 695-79



*Vous ne devez pas mettre une lettre à la poste
sans le timbre de*

L'ENFANCE MALHEUREUSE.

Le carnet de 10 timbres à 0,10..... 1 franc.

— 20 — —..... 2 —



En vente au S. O. I., 114, boulevard de la Villette, PARIS-19^e
Chèque postal 825-338.



114, Boulevard de la Villette, PARIS (19^e)



Imp. "La Typo-Litho", Malakoff (Seine).

Supplément du N° 2 de la "Politique Sociale"

Abonnez-vous !

**Trouvez-nous
des lecteurs !**

POUR

La "Politique Sociale"

REVUE MENSUELLE DE SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE

PARAISANT LE 15 DE CHAQUE MOIS

Rédaction et Administration : 114, boul. de la Villette, Paris (19^e)

Chèque postal : 825-55 Paris

ABONNEMENT { 1 an..... 10 francs
6 mois..... 5 francs

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et Prénoms

Adresse

Somme⁽¹⁾

pour un abonnement de⁽²⁾ numéros à la

"Politique Sociale".

(1) cinq ou dix.

(2) six mois ou un an.

Le Directeur-Gérant : E. DUTILLEUL.



Imp. La Typo-Litho Malakoff (Seine)